



Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue LakanaL 34090 MontpeLLier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Déclaration au CSA-D du 16 mars 2026 consacrée à la carte scolaire des collèges

Une émission radiophonique du service public titrait la semaine dernière : « public ? privé ? Un séparatisme scolaire. » Elle faisait suite à la publication d'une étude de l'Institut des politiques publiques qui dévoilait que 50% des élèves de 6^{ème} à Paris pourraient être scolarisé·es dans le privé en 2035 comme à Nantes, Lyon ou Angers. Les suppressions de classes dans le public, justifiées officiellement par la baisse démographique, sont la cause principale de ce délitement de l'école publique. Nous le savons depuis les années 2000 : l'école, comme le secteur médico-social ou le secteur de l'énergie, est une manne que le privé cherche à capter.

C'est bien ce que à quoi nous assistons dans notre département et notre académie où, pour la première fois, depuis une dizaine d'années, le nombre de suppressions de postes dépasse le nombre de créations. L'an dernier Madame la DASEN avait déclaré que nous avons mangé notre pain blanc. C'est chose faite. Cette année, les seules véritables créations ont lieu dans les deux nouveaux collèges de Juvignac et de Maraussan. Ces suppressions relèvent d'un choix politique. Le gouvernement aurait pu diminuer les effectifs par classe pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et répondre à la difficulté scolaire, pour améliorer les conditions de travail des personnels. Non. Le gouvernement applique une gestion purement comptable. La déroute de sa politique de groupes de niveau, refusée par la profession comme discriminatoire et inefficace, sert là aussi à justifier les baisses de moyens. Les zones rurales comme Olonzac ou des zones urbaines qui mériteraient d'être en éducation prioritaire comme le collège de Fontcarrade sont touchées par des mesures de carte scolaire. Mais nous le savons, l'éducation n'est plus la priorité du gouvernement.

Les conséquences de ces suppressions sont nombreuses et mettent en évidence la construction d'une école peu ambitieuse. Elles touchent particulièrement certaines disciplines comme les LV2 et la LCA et attentent à l'ouverture culturelle. La disparition de la technologie en collège nous éloigne également de l'idéal d'un collège polytechnique pour tous et toutes. Les suppressions de postes ne vont bien sûr pas être sans impact sur les mutations. Il va être de plus en plus difficile pour les personnels de changer d'établissement, alors même que la vitalité de l'éducation nationale repose sur la solidité des équipes mais aussi la mobilité et le partage des expériences.

« Public ? privé ? Un séparatisme scolaire ? ». C'est bien un système classiste qui se met en place sournoisement en supprimant les postes d'enseignant·es, plutôt que de développer une politique éducative ambitieuse qui permette à tou·tes les élèves de s'épanouir et de se construire un avenir, et aux personnels de l'école publique d'enseigner pour tous et toutes. SUD éducation continuera à lutter dans les instances et dans la rue auprès des collègues attaché·es à une école égalitaire et publique.